



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA CORREZE

**Récépissé de déclaration N° 19-2014-00270  
concernant la vidange d'un plan d'eau  
appartenant à l'Association Syndicale Autorisée de Branceilles**

**Commune de Branceilles**

Le préfet de la Corrèze,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le Code de l'Environnement

VU l'arrêté préfectoral du 26 août 2013 portant délégation de signature à M. Gérard Pérot, directeur départemental des territoires de la Corrèze ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2013 portant subdélégation de signature à M. Emmanuel Bestautte, adjoint du chef du service environnement, police de l'eau et risques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE – Adour Garonne) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 29 août 2014, présenté par le Président de l'Association Syndicale Autorisée de Branceilles, enregistré sous le n° «190290400» et relatif à la vidange du plan d'eau de l'association, au lieu-dit de Puy Jaubert, sur la commune de Branceilles, à usage d'irrigation ;

**donne récépissé de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**Association Syndicale Autorisée de Branceilles  
Mairie  
19500 Branceilles**

concernant :

**l'activité de vidange d'un plan d'eau situé au lieu-dit « Puy Jaubert », sur la commune de  
«Branceilles», section A, parcelles n° 3 et 4**

L'activité de vidange rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

<i>Caractéristiques</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</i>
<i>vidanges</i>	<b>3.2.4.0. 2°1</b>	<i>Vidanges de plans d'eau dont la hauteur du barrage de retenue est inférieure à 10 m ou le volume stocké inférieur à 5 000 000 m<sup>3</sup> et la superficie supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L. 431-6 du code de l'environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L. 431-7 du même code.</i>	<i>Déclaration</i>	<i>27-08-1999 ATEE9980256A</i>

Le déclarant doit respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont jointes au présent récépissé.

Le déclarant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans son dossier de déclaration, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions de l'arrêté de prescriptions générales.

La vidange du plan d'eau doit avoir lieu au moins une fois tous les trois ans, sauf cas de force majeure.

Les eaux de vidange s'écoulant directement ou par l'intermédiaire d'un fossé ou exutoire, dans un cours d'eau de première catégorie piscicole, **la vidange d'un plan d'eau est interdite pendant la période du 1er décembre au 31 mars inclus.**

**Le service police de l'eau doit être informé au moins quinze jours à l'avance de la date du début de la vidange, de la fin de vidange et du début de la remise en eau.**

**Le remplissage du plan d'eau doit avoir lieu en dehors de la période allant du 15 juin au 30 septembre. Il doit être progressif de façon à maintenir à l'aval du plan d'eau un débit minimal permettant la vie, la circulation et la reproduction des poissons.** Le système de vidange doit rester donc partiellement ouvert durant cette période afin d'éviter tout assec à l'aval.

Le cours d'eau situé à l'aval du plan d'eau ne doit subir aucun dommage du fait de la vidange, tel que le déversement de sédiments. Un dispositif efficace de décantation permettant de retenir les sédiments en fin de vidange doit être mis en place à l'initiative du permissionnaire.

La récupération du poisson éventuellement présent dans le plan d'eau doit être effectuée par l'Association Agréée de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques (AAPPMA) locale qui décidera, après tri, de la destination du poisson. Pour cette opération, l'AAPPMA est autorisée, du 1<sup>er</sup> avril au 30 novembre, à procéder à la pêche avec le matériel adéquat (filets, épuisettes, nasses...) et à transporter le poisson sur les lieux de déversement déterminés. Le responsable de l'opération de vidange reste le président de l'Association Syndicale Autorisée de Branceilles.

L'Association Syndicale Autorisée doit informer le président de l'AAPPMA locale dans un délai minimum de un mois avant la date prévue de la pêche.

Toute présence avérée d'espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques (poisson-chat, perche soleil, écrevisse américaine, écrevisse de Californie, écrevisse de Louisiane, etc.) ou non représentées dans les cours d'eau français (carpes chinoises, esturgeons, etc.) doit être suivie d'un assec de l'étang afin de procéder à leur élimination définitive. La durée de cet assec est fixée

par le service chargé de la police de l'eau et de la pêche. La remise en eau suite à cet assec prolongé doit être conduite comme pour une première mise en eau. Toutes les précautions d'usage doivent être prises afin que les matériaux présents dans la digue puissent se recharger lentement en eau et ainsi éviter tout risque de rupture.

**Le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration, pour la vidange projetée et les vidanges à venir.**

Une copie de la déclaration et de ce récépissé est adressée à la mairie de «Branceilles» où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ce récépissé sera mis à disposition du public sur le site internet de l'Etat en Corrèze durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, peut entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation**, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Tulle, le 11 septembre 2014

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires et par subdélégation,  
L'adjoint du chef du service environnement, police de l'eau et risques,

  
Emmanuel BESTAUTTE

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.